

rations et ses décisions. Elle sera soumise à de très fortes pressions et le temps jouera contre elle. Néanmoins, elle doit se mettre à l'œuvre sans délai et j'ai confiance que son action contribuera beaucoup à atténuer le chômage et la désorganisation industrielle et commerciale, conséquences logiques de l'imposition de la surtaxe par les États-Unis.

J'espérerais aussi qu'un des représentants du secteur privé membre de la Commission soit un représentant des travailleurs syndiqués. Il y apporterait un point de vue et une perspective nécessairement spécialisés. Je suis certain que la déclaration du ministre n'empêchait pas une telle nomination et, quoi qu'il en soit, c'est le travailleur que ce bill vise à protéger. Je pense que le travailleur réfléchi doit craindre de donner l'impression que le point de vue du Nouveau parti démocratique est automatiquement le sien. Il sera encore plus alarmé s'il avait l'impression, fautive, qu'il doit compter sur les membres de ce parti pour surveiller ses intérêts. Personnellement, je considérerais un tel sort terrible pour ceux-là qui méritent mieux.

Il est intéressant d'observer que des dirigeants de syndicats ouvriers américains qui, au début s'opposaient à certains aspects de la politique d'urgence des États-Unis ont promptement changé de refrain lorsqu'ils ont constaté que leur réflexe obstructionniste était en désaccord avec le point de vue des simples ouvriers. Le NPD ferait mieux de repenser sa position avant de causer un tort irréparable par des tactiques obstructionnistes. J'espérerais aussi, monsieur l'Orateur, que nous pourrions réfléchir plus longuement à des mesures essentielles à notre bien-être à longue échéance. Je ne parle pas de retarder de quelque façon que ce soit ce projet de loi primordial, mais je pense à ce qui y fera suite.

Pour soutenir la concurrence sur les marchés d'aujourd'hui, nous devons prendre les moyens d'améliorer notre productivité. Ceux qui s'inquiètent du degré de domination étrangère qui s'exerce sur notre économie feraient mieux de chercher des façons d'améliorer notre rendement au lieu de songer à des mesures restrictives contraires au réalisme économique. On définit le réalisme économique comme la manifestation positive du nationalisme économique négatif. Il faudra plus de compétence et de meilleures pratiques de gestion. L'innovation technologique d'esprit d'entreprise exigent de l'imagination et de l'encouragement. Il faudra une meilleure compréhension de la nature et de l'orientation du bénéfice. Une importante école de pensée considère le bénéfice comme un mal en soi. Certains voudraient faire diminuer ou disparaître les bénéfices sans tenir compte de leur importance vitale dans les investissements et la recherche, et dans l'acceptation des risques qui engendre des emplois nouveaux et plus rémunérateurs. Je ne veux pas dire que tout bénéfice est sacré, ou que le profit excessif—surtout aux dépens de pratiques monopolisantes ou aux dépens de l'exploitation de la main d'œuvre—peut ou doit être toléré, mais le profit est essentiel si nous voulons tirer quelque avantage de nos propres ressources et des occasions qui nous sont offertes.

J'aimerais qu'on stimule davantage la productivité grâce à des apports plus considérables de capitaux. A l'heure actuelle, on accorde certains encouragements à l'industrie en permettant des amortissements sur 115 p. 100 de la valeur des nouvelles immobilisations. A mon avis, cela en vaut guère la peine; cela signifie environ 3

[M. Danson.]

p. 100 par an, ce qui est insuffisant pour influencer les décisions relatives aux investissements tout en étant coûteux au trésor dans son effet global. Au début des années 50, nous avons connu au Canada une des plus florissantes périodes d'expansion industrielle alors que nous avions un régime de double dépréciation. Le ralentissement qui s'est produit aux États-Unis, c'est peut-être une coïncidence—je n'en suis pas tout à fait sûr—a suivi la suppression de l'amortissement additionnel de 7 p. 100 sur les biens d'équipement. Cette mesure d'encouragement a été remplacée par une autre: un nouvel amortissement de 10 p. 100 sur tout outillage fabriqué aux États-Unis. Ce facteur s'ajoute à nos problèmes en plus de la surtaxe de 10 p. 100. La Grande-Bretagne, désireuse de stimuler la croissance et la productivité industrielles, autorise maintenant un amortissement de 80 p. 100 au cours de la première année. Je crois que nous devrions être disposés à adopter pareilles mesures et, si elles peuvent s'adapter à nos circonstances, comme ce me semble être le cas, mettre sur pied un programme de productivité par lequel les ouvriers, les chefs d'entreprise et le gouvernement s'efforceraient, en collaboration, de trouver un moyen d'améliorer notre position en matière de concurrence et, par là même, notre niveau de vie et le niveau de l'emploi au Canada. Si nous négligeons d'accorder à cette question la priorité qui lui revient, il se pourrait fort bien qu'un jour, nous ne parvenions même plus à maintenir le statu quo.

J'engagerais ceux qui se disent nationalistes économiques, et j'en suis (oui, je me considère comme un nationaliste économique), mais tout particulièrement ceux qui se tortent les mains de désespoir et mettent tous nos malheurs sur le dos des autres, je voudrais les engager, dis-je, à trouver les solutions positives qui nous permettraient d'assurer notre survivance par nos propres moyens et d'être moins à la merci des influences extérieures. Bon nombre de jeunes mettent en cause, et à juste titre, nos valeurs traditionnelles. Cette attitude les amène à se retrancher des secteurs industriels productifs de notre société. Je les engagerais à prendre parti avant de se retrouver, déjà mûrs, dans une société et une économie complètement dominées par des intérêts étrangers ou bien par des intérêts nationaux qui ne partagent pas leur idéalisme ou leurs valeurs.

La réponse vraiment admirable de la jeunesse aux défis que le programme Perspectives-Jeunesse présentait, en dépit de ses imperfections, a montré que les jeunes désirent entrer de plain-pied et de façon constructive dans la société. Leur réaction est pour nous un contre-défi à relever en les orientant avec sagesse et en leur procurant l'occasion de mettre leur enthousiasme et leur idéalisme au service de réalisations constructives. Je suis convaincu, à la suite des rencontres que j'ai eues avec les jeunes cet été, du bien-fondé du programme Perspectives-Jeunesse et de la nécessité de l'améliorer et de le continuer. Il faudrait également, à mon avis, étudier sérieusement la mise au point d'un programme volontaire de service national non militaire. On se servirait de la précieuse infrastructure des forces armées, d'autant plus que ces dernières conquièrent sans cesse, au Canada, le respect de ce secteur de la population. En outre, notre infrastructure industrielle pourrait servir à lancer nos jeunes intéressés dans le courant économique de notre société.